

Education et politiques sociales

François Bourguignon

Pauvreté et développement dans un monde globalisé (6)

Chaire "Savoir contre pauvreté", Collège de France, 2014

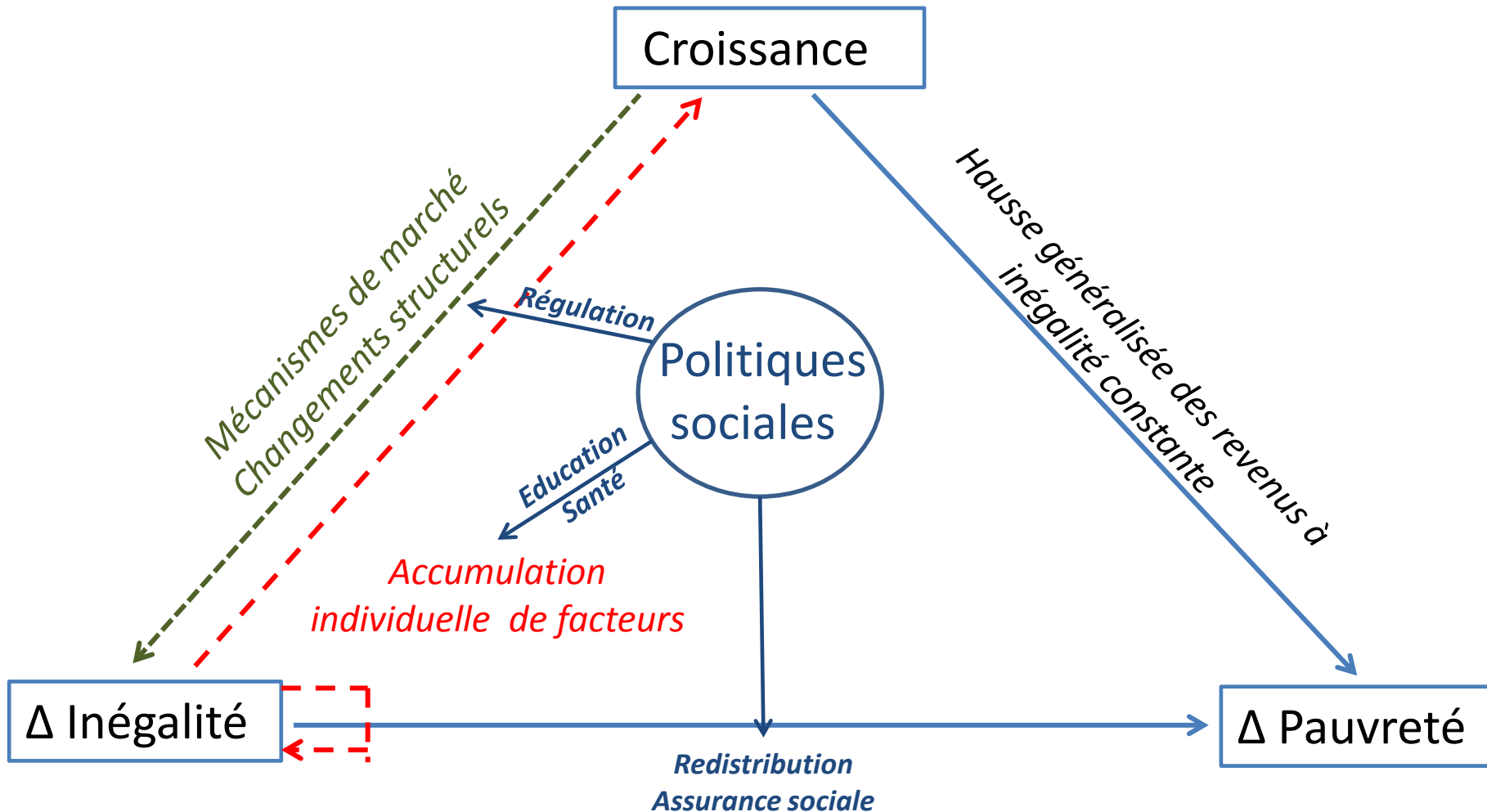
Motivation et objectifs de cette séance

- Jusqu'à présent l'accent a été mis sur le développement vu comme croissance et diminution de la pauvreté monétaire
- D'autres facteurs concourent à la baisse de la pauvreté monétaire et d'autres dimensions de la pauvreté
- C'est en particulier le cas des *politiques sociales*
 - Redistribution, assurance sociale
 - Accumulation de capital humain (éducation, santé)
- C'est aussi le cas de réformes institutionnelles luttant contre la discrimination (ethnique, sexuelle, sociale) dans plusieurs domaines
- Mais certaines de ces politiques peuvent avoir des coûts, d'où, parfois, la nécessité d'arbitrages délicats

Plan d'ensemble

- A. Politiques sociales et développement: une interaction complexe
- B. Education et développement
- C. La redistribution dans les pays en développement:
 - 1. Taxation
 - 2. Tranferts conditionnels en espèces (CCT)
 - 3. Assurance sociale (retraites, santé, ...)
- D. Conclusion: efficacité et coûts des différents canaux de redistribution

A. Politiques sociales et développement: une interaction complexe



B. Education et développement:

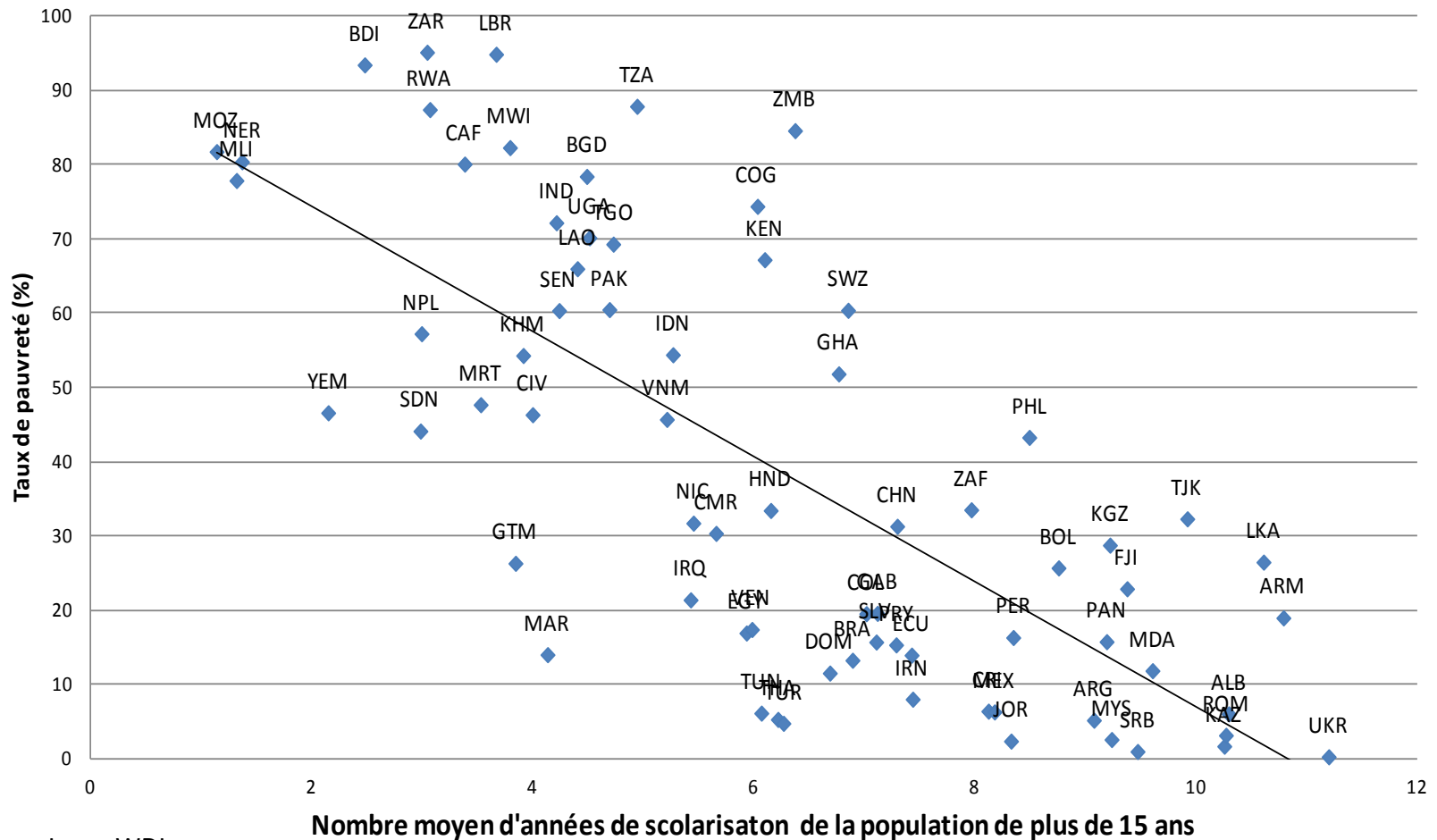
1) revenus

- Macroéconomie: le taux de scolarisation à la période t accélère la croissance du PIB après t (voir leçon 3)
- Microéconomie: les revenus individuels du travail augmentent avec le niveau d'éducation
 - Une année supplémentaire de scolarité augmente en moyenne les revenus d'environ 10-12% (mais variabilité)
 - Dans les pays faiblement développés, une personne sans éducation reçoit la moitié d'une personne avec éducation primaire (complète)
- Estimations micro et macro à peu près comparables
 - Une année supplémentaire d'*éducation moyenne* augmente le PIB/travailleur d'environ 12% (Cohen de Soto, 2007)
- Le effets sociaux de l'éducation (santé, fécondité, pratiques civiques, acquisition de valeurs communes, ...)

...education et développement..

2) pauvreté

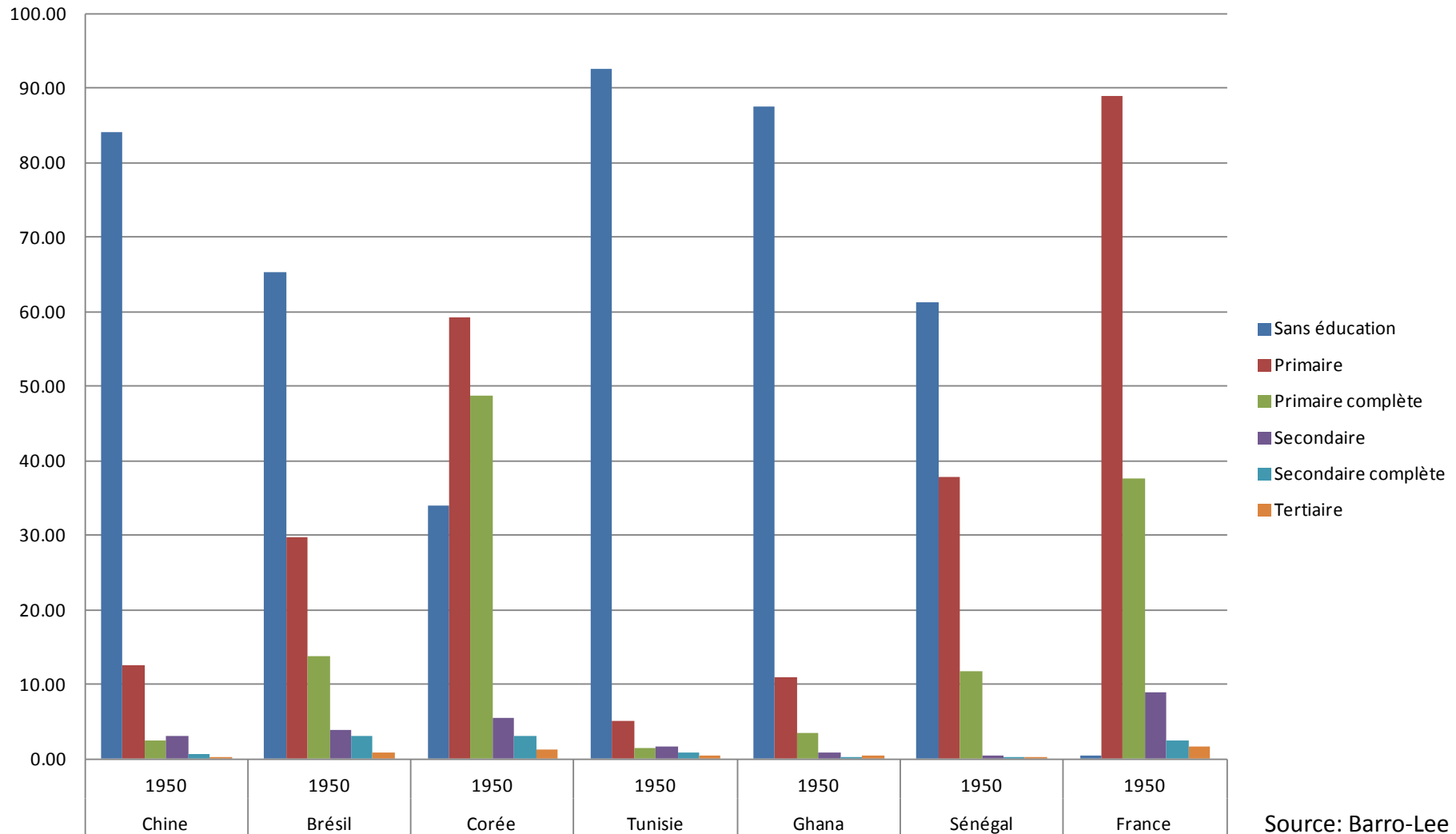
Relation entre le nombre moyen d'années de scolarité de la population de plus de 25 ans et la pauvreté (moins de 2\$ au pouvoir d'achat international de 2005) dans les pays émergents et en développement



Source: Barro-Lee + WDI

Les niveaux d'éducation il y a 60 ans...

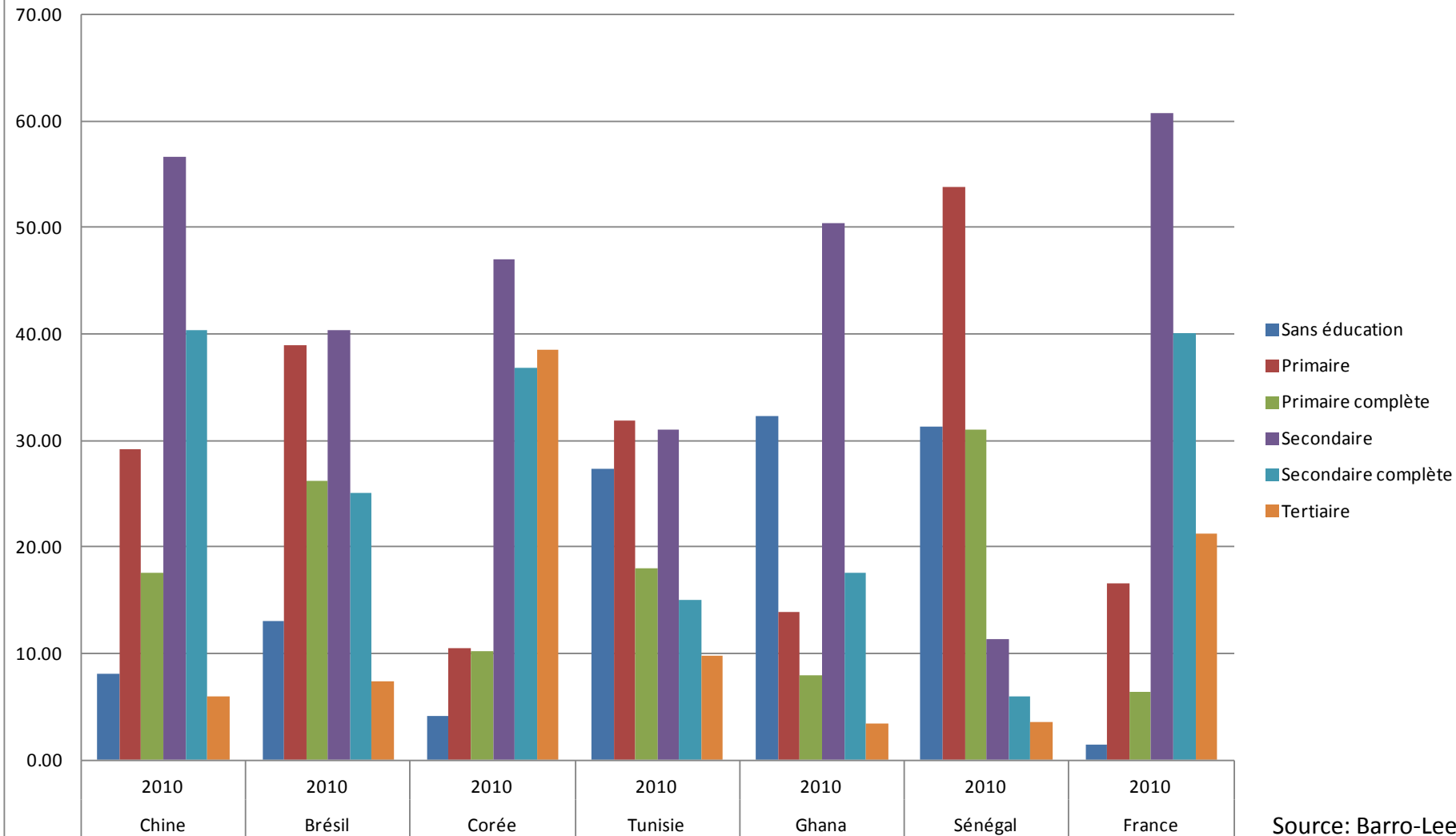
**Distribution des niveaux d'éducation dans des pays choisis en 1950
(population de plus de 25 ans, %)**



Source: Barro-Lee

... et aujourd'hui

**Distribution des niveaux d'éducation dans des pays choisis en 2010
(population de plus de 25 ans, %)**



Source: Barro-Lee

... éducation, développement et pauvreté

La relation est forte mais elle est clairement bi-univoque:

- Une faible éducation entraîne un faible revenu et de faibles revenus entraînent une faible investissement éducatif *malgré son rendement*
- Une *inefficacité économique* issue de l'inégalité des revenus et de l'imperfection du marché du crédit (on emprunte difficilement sur l'éducation de ses enfants)
- Une autre source de désincitation est la *faible qualité* de l'éducation dans les zones moins favorisées
- La différence de qualité subsiste dans des sociétés plus scolarisées
- *Inégalité d'opportunités* (ou "inégalité des chances") des enfants découlant de l'inégalité des revenus des parents
- Politiques de correction: égalisation de l'accès à une éducation de qualité ... mais aussi fourniture de débouchés

C. La redistribution dans les pays en développement: 1) taxation

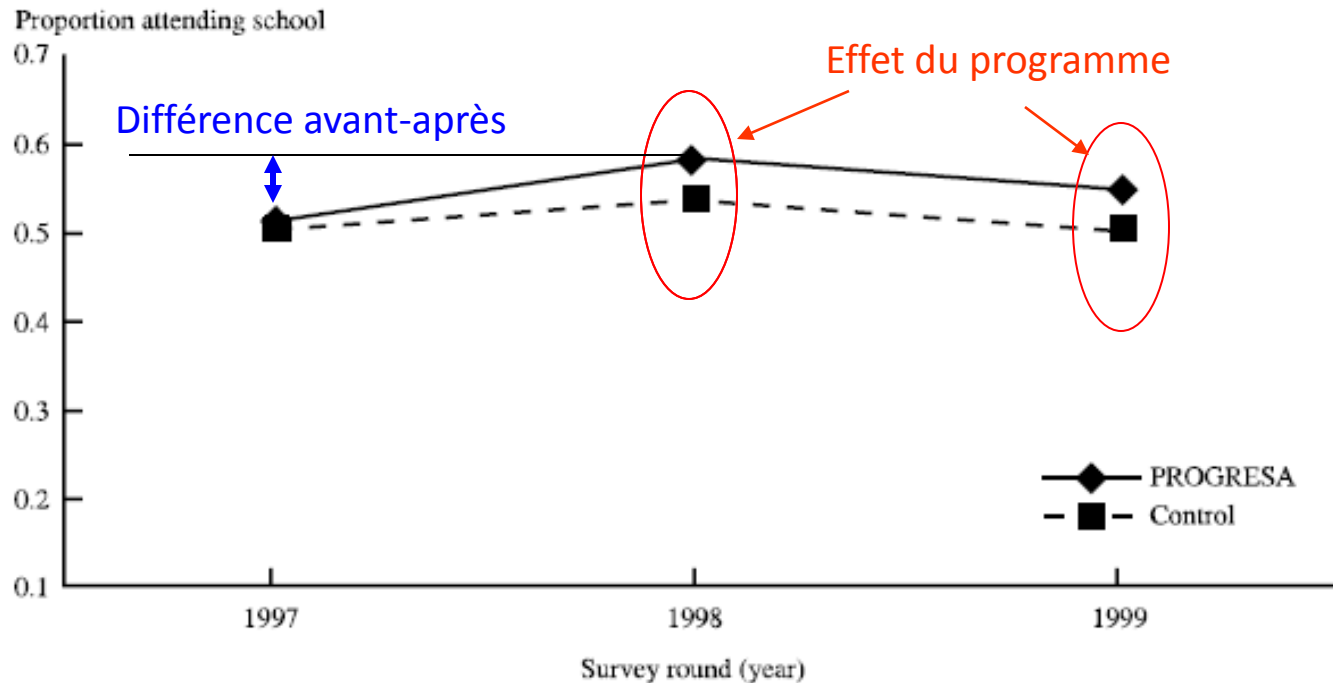
- Relativement peu développée sauf dans certains pays émergents (Chine, Brésil)
- Principaux impôts: taxes sur exportations de matière première (IS + royalties), droits de douane, fiscalité indirecte (TVA)
- Fiscalité directe limitée: faible base fiscale et forte évasion selon la capacité administrative des états et le degré de corruption
- Taux de taxation (hors contributions sociales) de 8/9% à 13/14 % du PIB, sauf au Moyen-Orient (18%). Ce taux est de l'ordre de 20% en Europe.
- La différence est encore plus grande lorsque l'on inclut les contributions sociales
- Au total une capacité d'intervention des états limitée

...redistribution : 2) les transferts conditionnels en espèce (CCT)

- "Conditional cash transfers": transferts en espèce à des ménages pauvres (critère de ressources) *conditionnellement*:
 - à ce qu'ils scolarisent leurs enfants en âge scolaire
 - à ce qu'ils leur fassent subir un/deux contrôles médicaux par an
- Expériences pilote au Mexique (Progresa/oportunidades) et Brésil (Bolsa familia) se sont rapidement étendues à un grand nombre de pays (Amérique Latine, moins en Asie et en Afrique)
- Plusieurs expériences ont fait l'objet d'évaluation rigoureuse à partir d'échantillonnages aléatoires: résultats probants (c.a.d. *effectifs*)
- Double objectif: alléger la pauvreté courante tout en favorisant l'égalisation des opportunités pour les nouvelles générations
- Acceptabilité politique (Mexique)

Evaluation de l'effet de Progresa sur la fréquentation scolaire

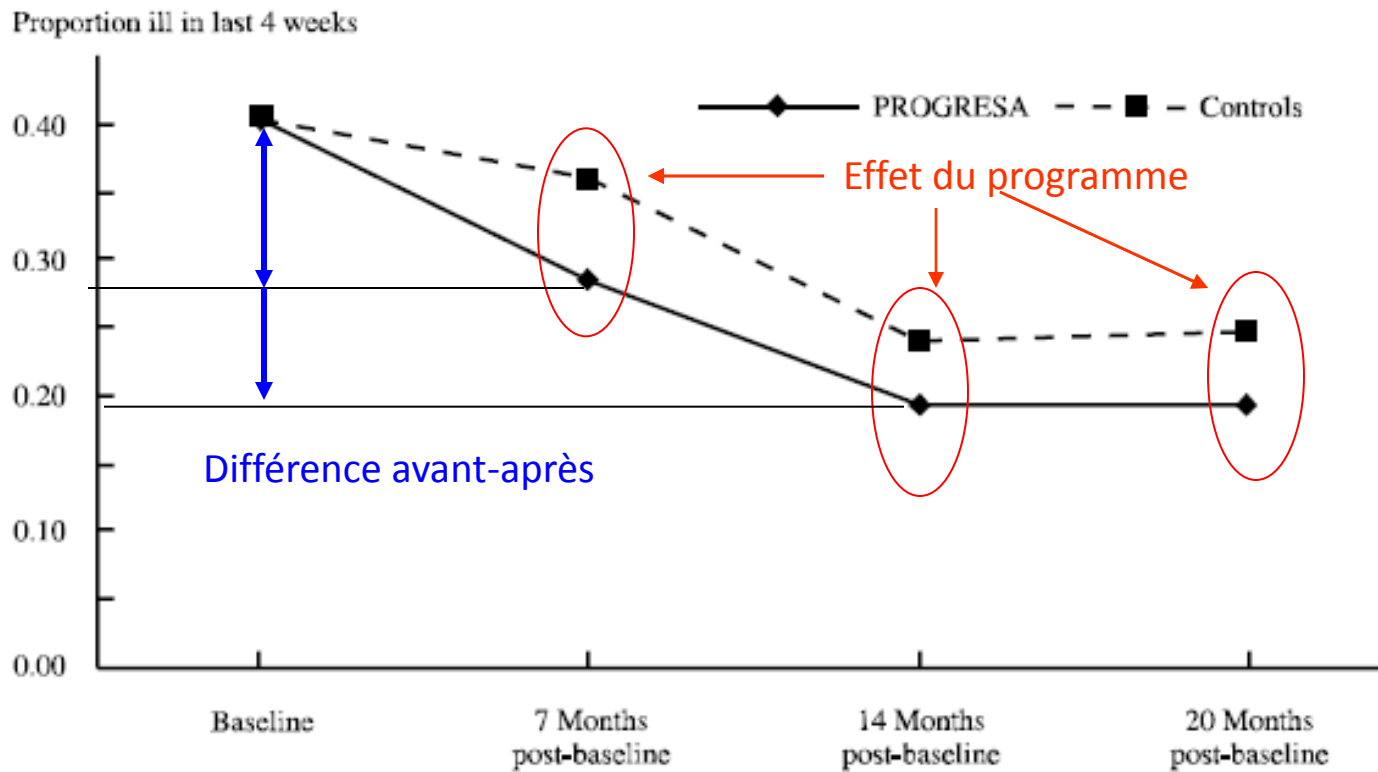
Fréquentation scolaire des enfants de 12 à 17 ans



Source: Skoufias, 2005

Incidence sur la santé

Maladies chez les enfants de moins de 2 ans



...redistribution : les transferts conditionnels en espèce (CCT)..

- ... En outre, effet substantiel sur la pauvreté et l'inégalité
- Ces programmes représentent maintenant à peu près 1% du PIB dans les pays les plus avancés (Brésil, Chili, Colombie, Mexique, ...)
 - Ils sont apparemment peu d'effets secondaires négatifs (p. ex. désincitation à l'offre de travail)
 - Ils peuvent être complétés par d'autres programmes (retraite minimum, bourses d'études supérieures, ...)
 - Reste néanmoins que les clauses de sortie sont ambiguës et que ces programmes peuvent à long-terme être une désincitation à l'entrée dans l'emploi formel
 - A suivre...

...redistribution : 3) assurance sociale..

- Assurance sociale (retraite, santé) souvent restreinte au seul secteur formel (système bismarckien) et souvent financée sur l'ensemble de l'économie, c.a. d. impôts (!)
- Mouvement vers système beveridgien dans plusieurs pays à travers des prestations universelles financées sur le budget public:
 - retraites minimales, couverture risques "catastrophiques" dans le domaine de la santé
 - "Assurance" chômage par épargne forcée (secteur formel)
 - Assurance revenu minimum (REGA en Inde, Dibao en Chine)
- Au total, une couverture limitée surtout dans les pays à bas revenus, le problème étant moins l'aptitude à faire des transferts monétaires que la fourniture de services (santé)

D. Conclusion: efficacité et coûts des politiques sociales

- Efficacité:
 - Corriger l'inégalité des chances (éducation, patrimoine, discriminations, ...) et la pauvreté conduit à une accumulation efficace de capital humain (éducation, santé)
- Politiques apparemment "gagnant-gagnant" :
 - plus d'efficacité économique en faveur des moins favorisés, "croissance inclusive"
- Exemples multiples: CCT, retraites minimales, couverture maladie catastrophique universelle, REGA, Dibao,
- Mais aussi ... "titling", accès à la justice, amélioration urbaine...

D. Conclusion: efficacité et coûts des politiques sociales

- En même temps, ces politiques ont un coût qui doit être couvert par des impôts additionnels ou l'abandon d'autres dépenses publiques qui ont eux-mêmes un coût
- Exemple: qualité de l'éducation financée par impôts: efficacité d'un côté, distorsions de l'autre
- Il semblerait que l'importance des premiers effets aient été grandement négligés mais peu d'études complètes de l'arbitrage